VOUS POUVEZ OBTENIR COPIES DES ARTICLES QUI VOUS INTÉRESSENT DANS LES SOMMAIRES EN VOUS ADRESSANT À VOTRE GROUPE LOCAL

% Attac %

Année 2 - n° 21

Juillet/Août 2002

LES COURRIELS 345 À 358 JUILLET/AOÛT 2002



Carlo Giuliani

Graphisme : Pascal Varalli

GENOVA LIBERA (N° 351)

Par ***Laurent Jésover.*** Grain de sable.

D'un coup Emma ouvrit les yeux. Elle a des jolis yeux noisettes Emma, et une boucle de cheveux qui lui descend sur le front. Elle ouvrit les yeux et son père la comprit tout de suite. Il la sortit du landau, la berça et continua de marcher dans la foule qui à ce moment là tournait dans la rue à droite du Palazzio Ducale.

(Suite page 2)

Dans ce numéro :

150 000 personnes ont de nouveau manifesté pacifiquement à Gênes ce week-end. Il ne s'agissait pas seulement de commémoration, mais de mémoire et d'avenir. Une génération a repris possession de la ville, a libéré toutes les rues et les avenues, les places de la zone rouge. Elle a réaffirmé notre détermination commune en scellant ensemble une victoire, celle contre le G8 qui s'épuise et pourrait être en voie de disparition.

Enron – WorldCom – VU et les autres … ou la crise du nouveau capitalisme (Par Dominique Plihon) Les désastres en chaîne des groupes Enron, WorldCom et Vivendi-Universal (VU) ne sont pas des évènements indépendants et méritent que l'on en tire quelques leçons. Ces accidents révèlent les dysfonctionnements graves, pour ne pas dire la faillite, du capitalisme boursier, porté aux nues il y a peu par la plupart des professionnels et des médias. Ce qui est d'abord remis en cause, c'est la conception actuelle de l'entreprise.

A propos de la privatisation d'EDF et de GDF (Par Résistances électriques et gazières) C'est véritablement une honte de voir que c'est le gouvernement d'un prétendu gaulliste, Chirac, qui s'apprête à détruire deux outils publics qui constituent des atouts considérables dans les mains des pouvoirs publics français, EDF-GDF, au moment même où nos partenaire allemands sont en train de se doter, grâce à une politique publique forte, du même type de firme énergétique EON-Rhurgas que celle que nous avons déjà presque en main.

Chaque année, 14,6 millions d'hectares de bois sont perdus et des milliers d'espèces, réduisant et érodant irréversiblement la diversité biologique. La couche d'ozone, malgré le Protocole de Montréal, ne sera pas récupérable avant le milieu du XXIème siècle. Le dioxyde de carbone présent dans l'atmosphère (370 parts par million) a augmenté de 32% par rapport au XIXème siècle, atteignant les plus grandes concentrations de ces 20 derniers millions d'années, et aujourd'hui nous ajoutons chaque année à l'atmosphère plus de 23.000 millions de tonnes de CO2, accélérant le changement climatique.

COURRIEL D'INFORMATION

n°345/346 des 02 & 05/07/2002

IMMIGRÉS, LES NOUVEAUX KLEENEX DE L'EUROPE

(Suite de la page 1)

L'histoire d'Emma débute un an plus tôt, le samedi 21 juillet 2001. Francesco décida d'aller de Milano à Genova en voiture. Comme il avait des places de libre, il accepta d'y conduire Serena et Silvia qu'il ne connaissait pas. La veille, vendredi 20 juillet un jeune homme était mort, assassiné par la police en pleine rue. Carlo gisait sur le sol de la piazza Alimonda, une balle dans la tête. D'autres avaient été arrêtés violemment, on parlait aussi déjà de torture. Ils avaient trouvé cela révoltant. Comme des dizaines de milliers d'autres personnes, ils avaient réalisé que le G8 devenait leur affaire.

« ...L'implication au plus haut niveau des dirigeants italiens dans la violence »

Aujourd'hui, Samedi 20 juillet 2002, 150 000 personnes sont de nouveau à Gênes pour un énorme cortège qui s'étire sur toute l'avenue du XX Settembre, monte vers le palais ducal, passe dans les rues et sur les places de « la Zona rossa », arrive sur le port devant la Stazione marittima où le G8 s'était réuni, et défile sur le port. Carlo vive ! crie la foule qui non seulement vient de libérer Gênes, mais qui prouve à tous les gouvernements que le sang qu'ils ont versé, le sang qui a tâché les rues, les places, les maisons d'arrêt, que le sang qui a coulé n'a pas été perdu. Les mouvements italiens ont décidé de s'unir une fois de plus : syndicats, organisations, associations, tout ce qui a fait le Genoa Social Forum.

Francesco sourit à la petite Emma qu'il tient dans ses bras et qu'il commence à bercer. Serena marche à ses côtés. L'année dernière, lorsqu'ils étaient arrivés finalement à Gênes en début d'après midi, ils avaient garé la voiture et s'étaient retrouvés dans la deuxième moitié du cortège qui s'était déjà ébranlé. Peu après la police avait attaqué : chars et gaz lacrymogènes, hélicoptères. Les « forces de l'ordre » avaient coupé le cortège de 300 000 personnes en plusieurs parties et poursuivaient les gens qui commençaient à courir. Certains dans la panique se sont retrouvés bloqués devant la mer. Ils ont sauté. La police a continué de tirer dans l'eau. Les vedettes rapides sont intervenues et faisaient la chasse aux manifestants qui nageaient. Francesco et Serena se sont cachés derrière un rocher. Puis paniqués et fatigués, ils ont attendu le bon moment pour nager sous l'eau jusqu'au rivage un peu plus loin. Ils ont couru jusqu'aux cabines de plage, ont forcé une porte, sont entrés. Le bruit, les cris, les tirs se sont soudain estompés. Ils ont attendu, ont retenu leur souffle, ont tenté de percevoir si d'un coup l'une des troupes furieuses de la police n'arrivait pas pour les déloger de leur havre à coups de pieds et de matraques. Ils ont attendu, ont retenu leur souffle. Petit à petit ils ont fini par se détendre. Petit à petit ils ont fini par se rassurer. Puis d'un coup, là dans le noir et l'exiguïté, ils se sont reconnus et se sont aimés.

Le cortège cette année est pacifique et calme. La police est plus discrète bien que sa présence reste visible. 150 000 personnes déclarent la ville libérée, libérée du sang, libérée de la violence, libérée de la répression des gouvernements. Francesco regarde Serena. Emma vient de s'assoupir comme savent le faire les bébés, confiante, dans la musique et les chants de cette foule immense qui marche et avance.

L'équipe municipale de la ville de Gênes, contre les agressions et la répression mise en place par la police nationale et l'armée, après les événements du G8 a été réélue au premier tour haut la main. Deux de ses membres viennent du reste des mouvements du Genoa Social Forum. L'enquête parlementaire nationale qui a duré toute l'année a prouvé l'implication au plus haut niveau des dirigeants italiens dans la violence. L'enquête a aussi prouvé que les fameuses preuves trouvées par la police après avoir envahi le Media Center, l'école Diaz, dans la nuit du 21 juillet 2001, détruit tout le matériel, tabassé les personnes qui s'y trouvaient, les fameuses preuves, le cocktail molotoff et les manches de pioche, les preuves n'en sont pas : elles avaient été amenées par la police elle-même.

Suite page 3)

Un numéro spécial sur les nouvelles législations anti-immigrés réalisé en collaboration avec le Granello di Sabbia redazione@attac.org Abonnements : http://attac.org/indexit

1. Objecteur de conscience contre les empreintes digitales. (Par Farid Adly)
Je vis en Italie depuis 36 ans, et je n'ai jamais passé ne serait-ce qu'un jour sans permis de séjour. Mais si cette loi est approuvée en sa forme actuelle, je ferai l'objecteur de conscience. Je ne donnerai pas mes empreintes digitales de façon spontanée, lorsque je présenterai la demande de renouvellement de mon permis de séjour. Je serai alors considéré comme «clandestino», et vos agents de police devront venir à mon domicile pour m'arrêter par la force, afin de relever mes empreintes digitales.

2. Immigration, arrêtez le massacre ! (Par ATTAC Rabat)
Dans un même élan, à Tanger comme à Séville, les manifestants ont refusé le projet Aznar de sanctions contre les pays par lesquels transitent les migrants. Il n'en reste pas moins que l'Union européenne reste toujours dans une logique sécuritaire du traitement de l'immigration clandestine et refuse d'intégrer cette question dans le nécessaire débat sur les relations nord-sud et les conditions d'un réel développement.

3. Migration coopération et développement (Par Gustave Massiah)
Le développement permet-il de réduire les flux migratoires ? La réponse dépend de l'horizon. A long terme, oui ! A court terme non! Tout développement introduit des déséquilibres ; dans des régions rurales,- le bouleversement des rapports sociaux entraîne un exode et alimente les flux migratoires. Ce n'est que dans un deuxième temps, longtemps après, quand les effets combinés de la transition démographique et de l'accroissement de la productivité agricole se font sentir, que l'émigration s'épuise et que, parfois, les flux peuvent s'inverser.

4. Exploitation politique du racisme et de la xénophobie (Walter Peruzzi)
Borghezio, pour sa part, invite « à se défendre de l'invasion, qui menace notre identité ethnique et culturelle, et cela en utilisant tous les moyens, qui sont à notre portée (19/03/2002), alors que le vice-président du Sénat, Roberto Calderoli, accuse la TV de montrer des images « brutales » d'enfants pouvant influencer les spectacteurs, sans pour autant ajouter, comme cela serait d'usage pour fournir une information complète et correcte, que ces enfants peuvent être aussi accompagnés de personnes, de ces mêmes personnes qui par la suite dévalisent nos villes, vendent la drogue et organisent des trafics de prostitution, sans oublier les terroristes partisans du terrorisme islamique »

5. C'est la loi qui est criminelle ! (Par Paolo Berardi Vernaglione)
En outre la loi Bossi-Fini va plus loin que l'effet Schengen, origine de la loi Turco-Napolitaine et des premiers centres de détention. Il ne s'agit plus seulement ! d'une barrière commune aux frontières de l'Europe mais de ficher les individus à l'intérieur du territoire, mesure à laquelle devront se soumettre les immigrés, les mouvements de contestation à l'ordre global, les terroristes islamistes présumés et leurs partisans. Et les citoyens italiens désobéissants ?

6. Hétérophobie et subjectivité de l'immigré (Par Annamaria Rivera)
Ceci suppose donc la criminalisation de la condition de sans-papiers (celui qui, après un décret d'expulsion sera appréhendé sans document de séjour, risquera 4 ans de détention). Cela élimine également la possibilité actuelle d'entrée à travers le mécanisme, prévu par la législation actuelle, du sponsorship. Cela limite aussi de manière drastique la possibilité d'obtenir des regroupements familiaux et redouble la durée de la "rétention" des immigrés en attente d'expulsion dans les fameux centres de détention.

COURRIEL D'INFORMATION

n°347 du 09/07/2002

LA FOIRE AUX SERVICES A COMMENCÉ

Débat. Série d'articles sur la question de la taxe Tobin. Voir : Grain de sable n°342, n°344

1. Débat. La viabilité de la Taxe Tobin – Faire de la taxe Tobin une solution viable (Par Dean Baker)
Il est encourageant de voir l'OCDE soulever des questions importantes autour des mérites d'une taxe Tobin. Il est important que les partisans d'une taxe soient prêts à traiter ces questions. Dans le cas présent, il ne semble pas que les problèmes soulevés par M. Reisen ébranlent véritablement les arguments en faveur de la taxe Tobin.

2. Débat. Taxe Tobin, une solution viable ? – La taxe Tobin réduirait-elle vraiment l'instabilité des marchés (Par OCDE)
Comme on n'a pas encore appliqué de « taxe Tobin », on ne dispose pas de beaucoup d'éléments quant à ses effets sur la volatilité. Le caractère généralement constant, évoqué plus haut, de la volatilité des cours de change ces dernières décennies, durant lesquelles les mutations technologiques et la réforme de la réglementation ont contribué à abaisser les coûts de transaction, ne conforte pas l'idée qu'une augmentation de ces coûts atténuerait la volatilité.

3. Demandes de libéralisation des services remises à l'OMC - les Etats-Unis ciblent 127 pays membres (Par Daniel Pruzin)
De plus, les pays qui ont émis des demandes sont réticents à révéler l'identité des pays ciblés et à donner des détails de leurs demandes. Les diplomates affirment que cette réticence s'explique par le fait que des demandes de libéralisation concernent des secteurs sensibles et font l'objet de négociations bilatérales, certains membres formulant des demandes différentes à l'égard de pays différents.

4. Brèves d'OMC (Groupe Traités internationaux de Marseille)
Les sardines divisent l'UE et le Pérou - Les USA demandent l'élimination des subventions agricoles …d'ici 5 ans - Le consensus encore loin d'être atteint dans le domaine des marchés publics - Le Zimbabwe refuse un chargement de maïs US non certifié exempt d'OGM - Le Comité sur l'Environnement du Parlement Européen renforce les règles portant sur les OGM - 51 pays ACP donnent l'exemple à l'UE pour la ratification de l'accord de Cotonou - Commerce et Finances s'an-

COURRIEL D'INFORMATION

n°348 du 12/07/2002

14 JUILLET : NOUS AVONS TOUS UNE BASTILLE A PRENDRE

1. France – Un bonhomme en prison (Par Anne Marie Pons)
A ceux et celles qui croient encore qu'ils iraient seulement défendre un bonhomme et qui se permettraient de ne pas aller à Villeneuve dimanche 14 juillet alors qu'ils en auraient la possibilité parce que ce bonhomme les insupporte.

2. Séville – Le Sommet mélancolique et l'Europe forteresse (Par G. Buster)
Malgré le nouveau contexte politique créé dans l'Union Européenne avec la victoire de la droite au Portugal, en Hollande et en France, le Conseil Européen de Séville n'a pas été capable de trouver un « ordre du jour positif » conservateur pour l'UE. Les plans de réformes institutionnels, la défense acharnée du Pacte de Stabilité et de Croissance et même la politique de sanctions envers les pays d'origine des émigrants illégaux proposés par Aznar se sont vues limitées par le manque de consensus entre les Etats membres.

(Suite de la page 2)

Le G8 s'est de nouveau réuni au Canada cette fois-ci, au milieu des montagnes. Le gouvernement canadien a interdit toute la zone à qui ne possédait pas une limousine blindée et un hélicoptère. La police a encore été utilisée pour barrer toutes les routes et tous les accès. Le G8 s'est de nouveau réuni, cette fois dans un petit village isolé, en haut de la montagne, au milieu de la forêt, à des dizaines de kilomètres de toute autre habitation dans une sorte de forteresse médiévale moderne avec des batteries anti-aériennes, l'armée, des chars. Une section de police a même été dévolue à la protection des dirigeants des 8 grandes « démocraties », contre les ours, nombreux autour du village, et qui pouvaient déranger un cocktail, effrayer les convives. Les puissants se sont de nouveau réunis mais ils n'ont dit mot. Ils ont de nouveau déclaré que la pauvreté ce n'est pas bien. Le G8 s'est de nouveau réuni et ne s'est pas excusé.

150 000 personnes à Gênes cette année ont fait le deuil du sang pour réclamer justice. Emma s'est endormie, son père l'a bercée et sa mère a pris la petite main qui pendait. Ils ont souri. Genova libera ! Les Génois étaient nombreux dans la rue et à leur fenêtre pour soutenir et applaudir la foule qui venait de libérer la zone interdite, qui venait de remonter toutes les avenues, les places, les rues. Carlo vive ! car nous avons pu de nouveau être là, ensemble, tous présents, à la fois dans le souvenir et l'avenir.

« 150 000 personnes à Gênes cette année ont fait le deuil du sang pour réclamer justice »

C'est une génération qui s'est retrouvée à Gênes ce week-end. Une génération qui au travers des dizaines d'exposition, de milliers de photos, de films, qui grâce au théâtre et à la musique, qui par les débats et les conférences, une génération a avancé dans sa propre histoire pour la continuer et la poursuivre. Cette génération pour qui le facisme et la violence d'état, pour qui le meurtre, la torture et les arrestations arbitraires, cette génération pour qui les résistances et les luttes de libération n'avaient été qu'un article de journal ou quelques paragraphes dans des livres d'histoire, a voulu reconquérir les rues, les murs, la ville. Gênes est une victoire pacifique. Cette génération a repoussé le G8 parmi les ours et les montagnes et aura réussi, si Chirac continue dans son idée de video-conférence, à faire du prochain G8 un événement virtuel, inexistant, disparu et révolu.

Contact pour cet article. *journal@attac.org*

PS – La petite Emma aura un an l'année prochaine, fin mars. Les cartes d'anniversaire sont à envoyer à ***comunicazione@attac.org***

ENRON, WORLDCOM, V.U ET LES AUTRES, OU LA CRISE DU NOUVEAU CAPITALISME (N° 349)

Par ***Dominique Plihon***, Economiste, professeur à l'université de Paris-Nord. Président du Conseil scientifique d'Attac France

Les désastres en chaîne des groupes Enron, WorldCom et Vivendi-Universal (VU) ne sont pas des évènements indépendants et méritent que l'on en tire quelques leçons. Ces accidents révèlent les dysfonctionnements graves, pour ne pas dire la faillite, du capitalisme boursier, porté aux nues il y a peu par la plupart des professionnels et des médias. Ce qui est d'abord remis en cause, c'est la conception actuelle de l'entreprise. Celle-ci est considérée comme un objet financier dont il s'agit d'accroître la valeur boursière par tous les moyens : rachats d'actions, fusions-acquisitions, ventes des unités les moins rentables, montages financiers …

Ainsi, l'apogée puis la faillite d'Enron n'ont rien à voir avec son activité industrielle - le négoce du gaz et de l'électricité - mais proviennent uniquement de ses activités financières. Derrière les montages en cascades de prêts de plus en plus risqués destinés à financer des opérations de fusions-acquisitions fort juteuses, Enron n'apportait pas de réelle contribution au fonctionnement du marché de l'énergie qui n'a pratiquement pas été affecté par sa disparition. De même, Vivendi-Universal est devenue un holding financier, constitué d'un empilement d'actifs financiers sans cohérence industrielle, et destiné à créer de la valeur pour les actionnaires. Ainsi s'explique ce hiatus non maîtrisé, à l'origine de la crise de VU, entre le secteur traditionnel de l'ex-Compagnie générale des eaux et les activités liées à la nouvelle économie.

Ce qui est également remis en cause, c'est la capacité des marchés financiers à réguler le secteur productif. Dans le nouveau capitalisme actionnarial, la Bourse est supposée jouer un triple rôle. D'abord, financer les entreprises ; or l'on constate que ce n'est pas vraiment le cas puisque, au cours des années récentes, les émissions nettes d'actions par les entreprises (émissions brutes moins les rachats d'actions et les dividendes) ont été négatives en Europe, comme aux Etats-Unis. Cela signifie que les entreprises versent plus qu'elles ne reçoivent de leurs actionnaires. La deuxième fonction de la Bourse est de valoriser les entreprises ; là aussi on peut être dubitatif ! Les niveaux totalement irréalistes des valeurs technologiques et d'entreprises du secteur traditionnel telles que Enron montrent que, très souvent, le niveau des cours en Bourse ne donne aucune indication sérieuse sur la valeur des entreprises. Enfin, la Bourse est supposée favoriser les restructurations industrielles, les actions servant de monnaie d'échange à l'occasion des OPE. Or on a pu voir que, dans la quasi totalité des cas, ces restructurations sont gouvernées par une logique purement financière, en dehors de toute cohérence industrielle.

Ainsi, on est en présence d'une contradiction fondamentale : d'un côté, la Bourse domine le nouveau capitalisme ; d'un autre côté, la Bourse s'avère incapable de guider les entreprises vers des choix susceptibles d'assurer leur développement à long terme. La fameuse " discipline du marché " ne fonctionne pas ! Les actionnaires, et surtout les fonds d'investissement, poussent les entreprises à se conformer à des normes financières à court terme (pratique du bench marking). C'est ce qui a amené les dirigeants d'Enron, WorldCom et VU à truquer leurs comptes pour afficher à tout prix les résultats attendus. Quant aux autres acteurs du marché financier supposés contrôler les entreprises, ils ne jouent pas leur rôle de contre-pouvoir face aux dirigeants dont ils sont souvent les complices actifs ou passifs. C'est le cas des cabinets d'audit (Andersen) ou des autorités de régulation (notamment les Commissions des opérations de bourse), mais également des banques d'affaires, des agences de notation, des analystes financiers et des journalistes boursiers. Il est particulièrement piquant de constater que le fiasco économique et social le plus emblématique se soit produit dans le secteur des télécommunications dont les libéraux voulait faire un paradigme de la régulation par le marché. Bref, l'épisode actuel confirme ce que l'histoire nous avait déjà enseigné : le capitalisme est incapable de s'auto-réguler et laissé à lui-même il ne peut qu'entraîner des dysfonctionnements majeurs dont les salariés et plus généralement les peuples du monde font les frais.

« Ce sont les principaux rouages du capitalisme actionnarial qui sont en crise »

Au total, ce sont les principaux rouages du capitalisme actionnarial qui sont en crise. Des réformes profondes s'imposent donc. Leur objectif principal doit être de réduire l'emprise dramatique de la finance de marché sur les entreprises et plus globalement sur l'économie. Deux voies de réforme sont primordiales. Il faut d'abord aller vers une autre conception de l'entreprise qui doit être définie, non comme un " objet " appartenant à ses actionnaires, mais comme une " communauté d'intérêts " dont la finalité n'est pas de faire des profits, mais de créer des emplois et de la richesse. Il faut donc en finir avec une conception de la gestion, toute entière tournée vers " la création de valeur pour l'actionnaire ". Cela implique une refonte du cadre juridique actuel pour reconnaître les droits de toutes les parties prenantes de l'entreprise, au premier rang desquels les salariés. Ceux-ci, qui constituent la source de valeur fondamentale dans l'économie actuelle fondée sur les connaissances, doivent se voir reconnaître de nouveaux droits qui limitent ceux liés à la propriété du capital et redonnent au code du travail un pouvoir contraignant sur les stratégies des actionnaires. La deuxième série de réformes est de revenir sur la dérégulation excessive de la finance, pour borner son activité, en renforçant le pouvoir de contrôle de l'Etat (notamment maintien d'un secteur public fort), de ses autorités de tutelle, et en instaurant des instances de contrôles publiques efficaces à l'échelle européenne et internationale.

Il est vain d'attendre que les gouvernements et les institutions internationales tirent spontanément le bilan de la situation actuelle et s'engagent sur la voie du bon sens en acceptant de remettre en cause les dogmes libéraux. Les réformes, que nous venons d'esquisser, ne pourront voir le jour que si se construit à l'échelle nationale et internationale un mouvement social capable de les imposer. Le mouvement actuel de lutte contre la mondialisation libérale, du quel Attac est partie prenante, en indique la voie.

Contact pour cet article. Secrétariat Conseil scientifique ATTAC France cs@attac.org

(Suite de la page 3)

3. Déclaration des syndicats sur les négociations AGCS (Par GLOBAL UNIONS, ETUC et WCL)
Nous voyons se préciser les craintes que les négociations actuelles dans le cadre de l'Accord Général sur le Commerce des services (AGCS) mettent en péril l'accès d'une portion importante de la population mondiale à des services publics vitaux et à d'autres services d'intérêt général. Ces services sont trop cruciaux pour le bien-être de l'humanité pour être abandonné à la concurrence du secteur privé selon les termes des disciplines de l'OMC.

4. L'AGCS, une bastille pour tous les services (Par Eric Decarro)
Nous avons besoin d'un projet, nous ne pouvons pas nous limiter à des mouvements, certes nécessaires, mais réactifs et défensifs. C'est dans ce sens que nous devons aller, à savoir lier notre lutte et nos mouvements contre la libéralisation des services publics à une lutte contre la logique de ce système et pour un changement de société: Et celui-ci ne se résume pas à obtenir des strapontins dans l'OMC en croyant pouvoir influencer celle-ci de l'intérieur alors qu'il s'agit fondamentalement d'une institution qui, comme le FMI ou la Banque mondiale, a pour but de promouvoir les conditions de la mondialisation capitaliste, parmi lesquelles la primauté du marché et du commerce sur toutes les valeurs sociales, environnementales et humaines.

COURRIEL D'INFORMATION

n°349 du 16/07/2002

LE G8 INVENTE L'AFRIQUE NEPADISÉE

1. Enron – WorldCom – VU et les autres … ou la crise du nouveau capitalisme (Par Dominique Plihon)
Les désastres en chaîne des groupes Enron, WorldCom et Vivendi-Universal (VU) ne sont pas des évènements indépendants et méritent que l'on en tire quelques leçons. Ces accidents révèlent les dysfonctionnements graves, pour ne pas dire la faillite, du capitalisme boursier, porté aux nues il y a peu par la plupart des professionnels et des médias. Ce qui est d'abord remis en cause, c'est la conception actuelle de l'entreprise.

2. Le NEPAD: un terreau stérile (Par Oduor Ong'wen)
La défaite de l'Afrique est toujours implicite dans la victoire des autres ; notre richesse a toujours généré de la pauvreté en nourrissant la prospérité des autres – les empires et leurs contremaîtres. Dans l'alchimie coloniale et néocoloniale, l'or se change en ferraille et la nourriture en poison.

3. Le NEPAD: inéquité Nord-Sud (Déclaration du Forum des Peuples à Siby)
Considérant que le NEPAD souffre d'une absence totale de stratégies participatives, seules capables d'assurer la prise en compte des marginalisés et des plus appauvris, Considérant la non implication et le peu d'égard des gouvernements africains à l'endroit de la société civile …

4. Le NEPAD et droits de la personne humaine : un lien à clarifier (par la FIDH)
Parmi les trois points de l'ordre du jour de la réunion du G8 qui s'est ouverte le 26 juin 2002 à Kananaskis, figure le NEPAD (Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique). La FIDH est préoccupée par la logique du NEPAD tant en matière d'investissement et de financement de la croissance, qu'au sujet de politiques de lutte contre la pauvreté. Ainsi, les orientations en matière d'investissement ne hiérarchisent pas l'allocation des fonds, négligeant par là le caractère prioritaire des services publics de base, tels que l'éducation, la santé et l'accès à l'eau. Les Etats risqueraient par là de contrevenir à leur obligation (au titre des conventions qu'ils ont ratifiées) d'utiliser le maximum de leurs ressources disponibles à la satisfaction des droits fondamentaux de leurs populations.

(Suite de la page 4)

5. Brèves d'OMC (Groupe Traités internationaux de Marseille)
A la réunion de la FAO, les USA font prévaloir les intérêts qu'ils ont dans le secteur de la biotechnologie - Les subventions des pays riches à leur R&D créent des distorsions au développement technologique - Le Zimbabwe devient le 1er Etat à déclarer le sida cause d'urgence sanitaire nationale - L'aide alimentaire au Nicaragua en provenance des USA contaminée avec des OGM - Le Canada annonce qu'il va procéder à un bilan environnemental du nouveau cycle de négociations de l'OMC



COURRIEL D'INFORMATION

n°350 du 19/07/2002

L'OCDE

DOIT REVOIR SA COPIE

Débat. Série d'articles sur la question de la taxe Tobin. Voir : Grain de sable n°342, n°344 et 347

1. Débat. Ne croyez pas à l'économie orthodoxe ! (Par Heikki Patomaki)
Le terme technique pour décrire cette conciliation est "l'équilibre", qui est emprunté à la mécanique de Newton. L'affirmation est que l'équilibre sur des marchés ouverts, libres, maximise aussi l'efficacité économique et le bien-être général de la société, conçue simplement comme une somme d'individus hédonistes qui essayent de maximiser leur utilité sociale et leur consommation.

2. Débat. Fausses critiques et vrais enjeux (Par Örjan Appelqvist)
Le grand risque c'est peut-être plutôt qu'un autre type de régulation s'installe, une TTC sauce FMI, où les recettes seraient mises au profit des grandes entreprises transnationales et au renforcement des institutions néo-libérales au lieu de devenir un outil pour un développement social équilibré et soutenable. Pour vaincre les résistances idéologiques, pour empêcher que le Taxe Tobin soit dévoyée, il n'y a qu'un renouveau de la mobilisation politique qui compte.

3. Débat. Oui à la taxe Tobin ! (par Joseph Stiglitz)
Je pense que la Taxe Tobin a une valeur symbolique très forte ! Ce qu'elle souligne, c'est que durant ces dernières années les marchés financiers ont dirigé le monde. Les marchés financiers ont généré de grandes instabilités. Le mouvement libre du capital n'a pas seulement apporté une instabilité à un coût énorme pour les gens des pays concernés, y compris les très pauvres, il a de fait changé le pouvoir de négociation à l'intérieur du pays - en effet si vous avez un mouvement libre du capital et que vous essayez de taxer le capital, ce dernier vous dit « nous partons ». C'est symbolique, mais c'est quand même plus que symbolique : cela affecte l'avenir en fait.

EDF - GDF (N° 354)

Par Résistances électriques et gazières

Mais pour quelles raisons veulent-ils faire cela? Sur les raisons de ces privatisations:

A. EDF comme GDF peuvent se développer dans leur statut actuel et passer des alliances industrielles, avec des moyens financiers supérieurs à ceux qu'ils pourraient obtenir d'une ouverture de leur capital en bourse ou au profit d'autres partenaires; aujourd'hui EDF et GDF se développent à l'étranger plus rapidement que toutes les firmes comparables; la question est de mieux contrôler leur développement et de mettre en cause une politique d'acquisition impériale à coups de milliards de ses usagers dans des opérations qui ne correspondent pas toutes à leurs missions d'intérêt général.

Quelques voix isolées de personnalités étrangères en Europe se sont élevées, ici et là, ces derniers temps, pour réclamer la privatisation d'EDF au motif que son statut public ne devrait pas lui permettre d'acquérir des électriciens à l'étranger. Il s'agit de prises de position de libéraux qui visent la disparition de toutes les entreprises de statut public mais qui ne peuvent obtenir cette privatisation car aucun traité européen n'interdit le développement des entreprises publiques à l'étranger. En matière de réciprocité, l'ouverture à la concurrence de l'électricité et du gaz dans les fournitures non-domestiques permet aux firmes étrangères d'intervenir en France et de se développer si elles sont compétitives: ce sont les règles européennes, et ces règles ne concernent pas le statut des entreprises (ainsi, aucune firme élec allemande ne peut être acquise en bourse par un opérateur quelconque, fut-il public ou privé)

« Il n'existe aucune raison sérieuse mise en avant qui justifie ces privatisations »

B. Compte tenu des engagements liés au démantèlement du nucléaire ou aux provisions à passer pour les engagements de retraites des agents, compte tenu de leurs engagements nets à l'étranger et de leurs dettes, la valeur des entreprises ne s'élève au final qu'à environ 20-25 mdEuros pour EDF et de 5-10 mdE pour GDF soit, pour une mise sur le marché de 10%, 2,5 à 3,5 mdEuros, et ceci dans un marché boursier totalement assaini et ayant repris confiance. Aujourd'hui, la vente de ces 10% ne vaudrait pas plus de 1 à 2 mdEuros avec les niveaux boursiers actuels.

Ces valeurs correspondent, en ordre de grandeur, au niveau de rémunération auquel l'Etat peut prétendre, chaque année, venant de ces entreprises publiques, sans en vendre la moindre part. L'opération serait donc absurde, d'autant plus que l'Etat ne peut utiliser les recettes de privatisation pour compenser ses dépenses budgétaires courantes. Ces ventes ne pourraient venir qu'en déduction du niveau de l'endettement public, par rapport auquel leur montant est dérisoire.



C. Il est notable que n'est mis en avant, en faveur de ces privatisations, aucun argument relevant de l'intérêt des consommateurs, tant au niveau des prix que de l'amélioration du service public. La réussite d'EDF et GDF est, à cet égard, sans doute tellement évidente et reconnue par rapport aux firmes privée équivalentes, que personne ne se risque à la mettre en doute.

D. Personne ne met non plus en avant l'intérêt du personnel pour justifier ces privatisations.

Première conclusion :

il n'existe aucune raison sérieuse mise en avant qui justifie ces privatisations. Ni l'intérêt du développement des entreprises, ni les besoins financiers de l'Etat, ni l'intérêt des usagers, ni celui du personnel ne les justifient.

(Suite page 6)

(Suite de la page 5)

Il existe par contre une série de raisons fortes qui militent contre ces privatisations:

-a) Sur le service public aux usagers:

l'exemple de France-Télécom montre que l'ouverture du capital transforme les buts de l'entreprise qui n'est plus la recherche de l'intérêt général au profit de l'usager et de la collectivité mais qui devient la recherche de la rémunération des capitaux en bourse et des parts de marché. Dés lors, l'entreprise où les capitaux privés sont entrés ne se distingue plus de ses concurrents, ni par ses prix, ni par ses offres, ni par sa qualité de service, et elle renvoie sur la collectivité des charges d'égalité d'accès (cf l'abandon progressif des cabines téléphoniques ou l'absence d'égalité dans la couverture de ses portables).

Rapidement s'installe un oligopole de quelques opérateurs dont les offres deviennent non comparables et qui ont en commun des prix en hausses; progressivement est mise en cause la péréquation des tarifs, notamment par une segmentation fine incontrôlée de la clientèle avec prix très différenciés

Pour EDF, ce serait notamment la fin de la péréquation géographique complète et de l'égalité d'accès au service, la mise en cause de la solidarité sociale et territoriale pour l'électricité, bien indispensable à la vie domestique et professionnelle.

De plus, l'obligation faite à EDF et GDF, devenues complètement privées, de rémunérer ses capitaux privées à un niveau exigé par les acteurs de la bourse, conduirait, mécaniquement et toutes choses égales par ailleurs, à une augmentation de leurs tarifs d'environ 10%

-b) Sur la politique énergétique, la sécurité d'approvisionnement de la France et de l'Europe.

L'Europe n'a pas de pétrole, son gaz va bientôt être épuisé. La Russie, l'Algérie, l'Iran, le Moyen Orient et les nouvelles républiques d'Asie Centrale disposent des ressources qui peuvent constituer ses approvisionnements. Pour les garantir, l'Europe ne peut s'en remettre, pieds et poings liés, aux seules grandes compagnies pétrolières anglo-américaines et à leurs alliées, comme l'ont bien montré chacune des crises pétrolières. L'Europe a besoin d'acteurs énergétiques forts et indépendants de ces firmes pétrolières, de firmes électriques et gazières de grandes dimensions et de grande expérience énergétique industrielle, capables de financer et construire les très grandes infrastructures énergétiques nécessaires, champs de production, gazoducs et oléoducs de plusieurs milliers de kilomètres.

« … C'est le gouvernement d'un prétendu gaulliste, qui s'apprête à détruire deux outils publics... »

L'Allemagne vient de se doter, avec la constitution de la firme EON-Rhurgas, qui réunit le n°1 de l'électricité et le n°1 du gaz, d'un atout fondamental pour assurer sa sécurité d'approvisionnement. Et ceci avec l'appui des pouvoirs publics.

Avec EDF et GDF, la France peut constituer un pôle public français équivalent, agissant de plain pied en coopération avec cette nouvelle firme allemande, donnant ainsi à l'Europe des capacités multipliées.

Mais la privatisation d'EDF et GDF rendrait impossible ce projet car :

aa) ce sont Total ou Suez, firmes privées dépendantes des fonds de pension américains, qui sont sur les rangs pour contrôler, et même démanteler GDF

bb) la recherche de la rentabilité des capitaux pour EDF, la conduira à utiliser au maximum le nucléaire français, complété par quelques turbines à gaz profitables à court terme, alors que son statut public doit lui permet de développer de lourds projets de long terme: développement d'une nouvelle filière nucléaire complètement propre en déchets (alors que les firmes privatisées réduisent à néant leurs programmes de recherche); coopération avec GDF et EON-Rhurgas dans les grands projets gaziers en Russie, Iran, Moyen Orient et Asie Centrale, appuyant un développement sûr et bon marché du gaz en France et en Europe, y compris dans la productions d'électricité; développement massif et économique des énergies nouvelles non-polluantes.

C'est véritablement une honte de voir que c'est le gouvernement d'un prétendu gaulliste, Chirac, qui s'apprête à détruire deux outils publics qui constituent des atouts considérables dans

(Suite page 7)

COURRIEL D'INFORMATION

n°351 du 23/07/2002

DUR DEVELOPPEMENT

1. Le NEPAD occidentalisé : l'indispensable réforme (Par Yves Ekoué Amaïzo)
Défendre ses droits est-ce la même chose que défendre ses intérêts ? C'est l'un des sujets en philosophie du Baccalauréat de juin 2002 en France. La réponse est en principe négative malgré les multiples nuances et exceptions. Mais pour le G8 réuni à Kananaskis, Alberta au Canada le 26-27 juin 2002, il n'y a pas de doute : c'est oui dès que l'on parle de l'Afrique ! Pour les Africains, c'est plus compliqué. Il semble que le droit se confond avec la notion de " justice ". C'est ainsi que de nombreux quiproquos apparaissent dans les négociations entre les dirigeants africains et ceux des pays du G8 ; le nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique, plus connu sous le sigle anglais NEPAD.

2. Genova libera ! (Par Laurent Jésover)
150 000 personnes ont de nouveau manifesté pacifiquement à Gênes ce week-end. Il ne s'agissait pas seulement de commémoration, mais de mémoire et d'avenir. Une génération a repris possession de la ville, a libéré toutes les rues et les avenues, les places de la zone rouge. Elle a réaffirmé notre détermination commune en scellant ensemble une victoire, celle contre le G8 qui s'épuise et pourrait être en voie de disparition.

3. Pour une autre politique énergétique et minière de la Banque mondiale (Par Campagne IFI. France)
Dans la perspective du prochain Sommet des Nations Unies sur le Développement Durable qui aura lieu du 26 août au 4 septembre 2002 à Johannesburg (Afrique du Sud), la Banque mondiale affine sa stratégie de communication et centre son discours sur la protection de l'environnement. La sincérité de ses nouveaux engagements en matière de développement durable ne saurait toutefois résister à l'analyse des faits.

4. Sommet mondial du développement durable de Johannesburg : Des signes avant-coureurs peu encourageants (par Agnès Sinaï)
S'il se poursuit au rythme actuel et s'il se généralise à la planète entière, le mode de développement des sociétés industrielles met en péril la biosphère. Le changement climatique, lié au réchauffement de l'atmosphère, n'est pas un scénario de science-fiction mais un ensemble de phénomènes appelés à s'amplifier. La désertification s'étend : si elle n'est pas enrayée, en Afrique, quelque 60 millions de personnes quitteront la région sahélienne pour des lieux moins hostiles au cours des vingt prochaines années, selon Kofi Annan.

COURRIEL D'INFORMATION

n°352 du 26/07/2002

MONDIALISER LA JUSTICE

1. Campagne italienne pour la taxe Tobin. Tous ensemble c'est possible ! (Par Sebastiano Moruzzi et Silvia Rescigno)
Nous tenons à remercier aussi les 212 comités locaux éparpillés sur tout le territoire italien, qui n'ont cessé de croire en notre action et qui ont nourri l'espoir à chaque fois que nous perdions la confiance devant le silence persistant de la politique institutionnelle et de la presse, et qui ont ainsi permis d'obtenir ce succès. Nous dédions à toutes ces personnes les 150.000 signatures.

(Suite de la page 6)

2. Tuez le messager (Par Justin Gerdes)
Une querelle de clocher sur la publication d'un professeur d'université est devenue une véritable bataille académique entre partisans et adversaires des biotechnologies. Tout a commencé il y a sept mois quand la revue scientifique "Nature" a publié un article d'Ignacio Chapela, un microbiologiste de l'Université de Californie à Berkeley, et d'un de ses étudiants chercheurs.

3. M&M / Mars sur la sellette (Par Global Exchange)
Plus de 200 associations religieuses, de travailleurs et des droits de la personne en appellent à M & M / Mars pour qu'il vende du chocolat selon les principes du commerce équitable ("fair trade") Nombre de groupements déclarent que les consommateurs seront scandalisés d'apprendre que l'amertume de l'exploitation empoisonne leur chocolat préféré.

4. Mondialiser la justice sociale (par Ahmed Khalef)
N'est-il pas paradoxal en effet d'être confronté au chômage de près de 200 millions d'adultes alors que 260 millions d'enfants en âge scolaire s'échinent et sont honteusement exploités au travail ? N'est-il pas paradoxal d'évoquer les besoins de santé en Afrique, et ils sont cruels, (les ravages causés par le VIH/SIDA, la Tuberculose, le Paludisme et les autres maladies liées à la pauvreté et à la misère, en sont la parfaite illustration); alors que les Institutions financières internationales prônent te démantèlement des services publics, y compris ceux liés à la santé ?

COURRIEL D'INFORMATION

n°353 du 02/08/2002

SOLDES D'ÉTÉ

1. De l'Eurovision aux femmes à vendre (Par Malka Marcovich)
Pas étonnant non plus qu'en marge de l'Eurovision on ait tué la première initiative des pays de l'Europe du Nord, du Conseil des Ministres Nordique qui ont, au lendemain de l'Eurovision organisé le premier séminaire commun, réunissant des représentants de 8 pays du Nord de l'Europe, pour lancer une campagne conjointe contre la traite des femmes.

2. Brèves d'OMC (Par Groupe Traités internationaux de Marseille)
L'Australie ne signera pas le Protocole de Kyoto sur les changements climatiques - Augmentation de l'extrême pauvreté dans les PMA ces 30 dernières années - Le futur DG de l'OMC réclame un nouveau code de conduite de la part des multinationales - Pas de progrès dans les négociations sur l'agriculture - L'Indonésie interdit l'exportation de ses bois de forêt. - La Norvège a repris la chasse à la baleine

3. «Ce qui ne coûte rien, ne vaut rien!» (Par Alessandro Pelizzari)
C'est dans ce contexte que depuis une dizaine d'années le «mouvement» du New Public Management (NPM, nouvelle gestion publique) s'est développé. Appliquées tant aux écoles qu'aux hôpitaux, aux services sociaux qu'à l'administration publique, le point commun de ces «réformes» réside dans le fait qu'elles sont calquées sur le modèle organisationnel de la holding privée et transposent au secteur public les nouvelles techniques de gestion d'entreprise telles que le total quality management ou le program controlling.

(Suite page 8)

-c) Sur la question public-privé:

Voilà 20 ans que se développe dans le monde l'idéologie libérale de mise en cause du rôle de l'Etat dans l'économie, la dénonciation d'une soi-disant inefficacité totale des entreprises publiques comparées aux privées, la mise en avant, comme un dogme, de la privatisation comme remède à ces "tares du public".

Un certain nombre de pays sont lancés dans des politiques de privatisations et ont mis en œuvre ces politiques libérales recommandées par les nouvelles élites.

Aujourd'hui, nous avons cette chance de disposer d'une expérience réelle et étendue dans ce domaine. Que démontre l'examen des faits? (et non le simple récit des dogmes, et nous nous contenterons ici des pays du Nord, car dans le Sud le bilan est bien pire)

.c1)les usagers-citoyens propriétaires de ces entreprises ont été spoliés de leur bien public qui a été vendu par l'Etat, a empoché les recettes, sans qu'il y ait ensuite une quelconque amélioration définitive des tarifs ou de la qualité; les salariés ont connu les réductions d'effectifs, de salaires et de retraites, en dépit de toutes les soi-disant garanties données

c2)il n'existe aucun exemple qui démontre que la privatisation a conduit à une efficacité significativement améliorée des firmes privatisées

.c3)il existe de multiples exemples de sous-investissement, de dégradation de la sécurité, de crises d'approvisionnement, de manipulations des prix aux dépens des usagers, de spoliations des fonds de retraites obligatoires des salariés, nés de firmes privées ou privatisées (Australie, Nouvelle Zélande, Californie, USA, Enron, Angleterre, etc…

c4)le bilan de toutes ces années de dégagement de l'Etat conduit désormais, depuis un ou deux ans, à des mesures significatives d'un retour du rôle de l'Etat dans l'économie. Un nouveau mouvement s'amorce pour les firmes libéralisées et privatisées: fin de la libéralisation de l'élec et du gaz en Californie, suspension de la libéralisation dans tous les autres Etats américains sauf le Texas, re-nationalisation d'une partie du secteur électrique en Californie, nationalisation de Railtrack (réseau anglais privatisé en faillite), etc…

Mais, voici que Chirac-Raffarin-Juppé veulent privatiser EDF-GDF.

« Il n'existe aucun exemple qui démontre que la privatisation a conduit à une efficacité significativement améliorée des firmes privatisées »

Et au vu de tous les éléments de cette synthèse, nous ne comprenons toujours pas quelles sont les raisons de ces décisions.

Peu importe la pub qui nous explique qu'ils veulent faire un truc qui ne sera ni la Californie, ni Enron, ni Railtrack, ni Vivendi, ni FranceTélécom, ni ceci ou encore cela. Bonjour les géniaux inventeurs qui prétendent réussir là où tous les autres ont lamentablement échoué!

Alors pourquoi veulent-ils privatiser EDF et GDF ?

Nous ne pensons, pas tout de même, qu'ils font cela pour garantir des stocks options à Roussely ou ses successeurs! Ni qu'ils pensent en profiter, comme d'autres ailleurs l'ont fait, pour mener une grosse opération de corruption à cette occasion!

Peuvent-ils penser faire plaisir à leurs amis en leur offrant des places dans des noyaux durs? Ces noyaux durs ont fait faillite! Restent les "actionnaires de référence". Total? Suez? Il y a là des places qui conviennent plus aux ex-Mines ou Ponts de Bercy en recherche de pantouflage qu'à nos politiques!

Alors rien. La seule chose qui reste, voyez-vous, mais vous, lecteurs, vous pouvez aussi nous donner votre avis, c'est que la droite, cette droite qui revient de nouveau au pouvoir, elle vient avec un furieux esprit de revanche.

Eh oui, c'est Juppé, mais c'est aussi Chirac que nous avons vidés, dans la rue en 1995, puis dans les urnes en 1997! Et là, ils tiennent leur revanche! Et toute la droite, derrière Raffarin (cette bourgeoisie possédante provinciale) et le Medef, n'est qu'animée par un esprit de revanche, aussi fort qu'est visible leur morgue de classe de faux modestes qui nous regardent avec suffisance. Cet esprit de revanche des possédants qui se croient possédants de l'Etat, pour leur service, leur gloire et,… leurs profits, et qui ne supportent pas que ces imbéciles de citoyens leur résistent.

Depuis 1981, ils en rêvaient, de disposer de tous les pouvoirs, partout! Et voilà qu'ils les ont! D'abord ils choisissent leurs cibles de classes dangereuses comme dans leur projet de loi sécuritaire: les jeunes dés 13 ans, les prostituées étrangères et les tsiganes. Histoire de se faire les dents. Et ensuite, les classes dangereuses, ce sera nous, les travailleurs d'EDF-GDF qui avons fait ces boites avec et à la suite de nos anciens!

(Suite de la page 7)

« … Cette question des fonds de pension (…) est toujours là, en arrière plan... »

Parce qu'ils ont besoin de casser les secteurs qui sont le symbole des capacités de résistance et de conquête des travailleurs contre les possédants! Et là, ce qui est en jeu, ce n'est plus le soi-disant pouvoir du PC dans la CGT-EDF, (pauvre PC, ne tirez pas sur les ambulances! S'il vous plait!), comme il y a encore 10-15 ans!

Ce qui est en jeu, c'est la revanche de Juppé-Chirac et …Seillières contre ceux qui les ont mis à la porte, en 1995-97, qui les ont démentis en applaudissant aux 35 heures, aux RTT, aux augmentations d'effectifs induits, aux emplois-jeunes; contre ceux qui ont disent "merde" à leurs fonds de pension!

Cette question des fonds de pension, rebaptisés fonds d'épargne de retraite par Raffarin, est toujours là, en arrière plan pour le bonheur d'Axa et des banquiers, âmes damnées du Medef, et ils en auraient bien besoin avec EDF-GDF, alors que leurs enfants Vivendi, Alcatel, Suez, France Telecom, etc… perdent tant en bourse!

Deuxième conclusion : Juppé-Chirac-Raffarin-Seillières veulent leur revanche sociale, mais aussi dans ce projet ils veulent gagner les fonds de pension pour EDF-GDF, et donc ensuite pour tous les salariés. Et, pensez s'ils doivent rêver d'une victoire sur nous, et donc sur tous les travailleurs, en parvenant à privatiser EDF-GDF!

Conclusion générale:

Qu'ils rêvent! Et, comme cela est arrivé à Perrette et son Pot au lait, nous saurons bien, avec la majorité des citoyens de ce pays, être la pierre sur laquelle ils trébucheront et qui détruiront leurs rêves insensés!

REG (Résistances Electriques et Gazières) REG - http://www.globenet.org/aitec/reg

Contact pour cet article : julien.aitec@globenet.org



DE RIO A JOHANNESBURG (N°356)

Par ECHLA (Coordination ATTAC latino-américaine d'informations)

Traduction. Sarah Colin. Traductrice bénévole coorditrad@attac.org

(Suite page 9)

COURRIEL D'INFORMATION

n°354 du 09/08/2002

PRIVATISATIONS

1. A propos de la privatisation d'EDF et de GDF (Par Résistances électriques et gazières)
C'est véritablement une honte de voir que c'est le gouvernement d'un prétendu gaulliste, Chirac, qui s'apprête à détruire deux outils publics qui constituent des atouts considérables dans les mains des pouvoirs publics français, EDF-GDF, au moment même où nos partenaire allemands sont en train de se doter, grâce à une politique publique forte, du même type de firme énergétique EON-Rhurgas que celle que nous avons déjà presque en main.

2. Privatisations : élaborer des réponses démocratiques et porteuses d'émancipation (Par Christian Zeller)
Dans la foulée des privatisations et restructurations de la poste, des télécommunications, de la fourniture d'électricité et des soins de santé ainsi que de nombreuses prestations communales s'instaure à l'intérieur de la gauche syndicale et d'attac un débat sur les moyens de parer à ces attaques anti-sociales.

3. Brèves d'OMC (Par Groupe Traités internationaux de Marseille)
L'obligation de la protection des brevets sur les produits pharmaceutiques repoussée jusqu'en 2016 - Les 12 secteurs de services concernés par les demandes de libéralisation des USA - M.Moore essaie de rassurer les ONG sur la libéralisation des services publics - Les PED sont mécontents des délais imposés pour faire connaître leurs besoins en financements - Critiques du texte de l'UE sur le développement durable - Les nouvelles règles européennes sur les vins critiqués devant le Comité sur les Obstacles Commerciaux - Les pays ACP demanderaient des compensations à l'UE pour la perte de revenus dus à l'élimination des tarifs douaniers - Ratification du Protocole sur la Bio sécurité par l'UE - Un nouveau régime de quotas de l'UE destiné à freiner les exportations de riz indien - Le Zimbabwe revient sur son interdiction des OGM - Réunion de plusieurs mouvements sociaux de l'Asie Pacifique

COURRIEL D'INFORMATION

n°355 du 16/08/2002

REJET DU FMI ET DE LA BM

1. Crise du capitalisme et crime d'entreprise (Par Walden Bello)
L'atteinte à la réputation des entreprises qui ont constitué à une époque le gratin de Wall Street se poursuit et la fin n'est pas encore en vue. Une chose est sûre : déjà fragilisé avant le scandale d'Enron, la légitimité du capitalisme mondial comme système dominant de production, de distribution et d'échanges va continuer à s'amenuiser, même au coeur du système boursier.

(Suite de la page 8)

2. Brèves d'OMC (Par Groupe Traités internationaux de Marseille)
La libéralisation du secteur des textiles divise de plus en plus les Etats membres - La question du "traitement spécial et différentié" (S&D) reste également en suspens - Les négociateurs US sortent renforcés après l'adoption du "fast-track" par le Sénat - Réunion du Groupe de Négociation sur l'accès au Marché - Au Conseil de l'Adpics - Conseil pour le Commerce des Marchandises - Nouvelles défaites pour les OGM - Le Mercure et la Communauté andine joignent leurs forces pour mieux négocier avec les USA sur l'ALEA - Toutes les importations canadiennes en provenance des PMA sans droits de douane ni quotas … sauf

3. Les manoeuvres du FMI en Argentine (Par Naúm Minsburg)
Les derniers sondages réalisés et largement diffusés par les médias, ont confirmé ce qui était déjà de notoriété publique: la majorité des citoyens rejettent les accords que les dirigeants politiques argentins tentent de conclure avec le FMI.

4. Rendez-vous à Wahington en Septembre (Par 50 Years is Enough)
On ne sait pas si ce modèle va devenir permanent, notamment pour ce qui est des réunions qui se tiennent hors de Washington (tous les trois ans). Dubaï, qui devrait accueillir les réunions de l'automne 2003, a émis des bons afin de pouvoir financer la construction d'une kyrielle de nouvelles installations. Je n'ose imaginer leur réaction s'ils découvrent que tout cela ne servira qu'à accueillir une centaine de personnes pour deux jours.

« Il est prévu que les émissions de dioxyde de carbone augmentent de 75% entre 1997 et 2020 »

COURRIEL D'INFORMATION

n°**356 du 23/08/2002**

SPÉCIAL JO'BURG

1. Des juges de haut niveau pour renforcer la mise en application de la loi sur l'environnement (Par Service d'information sur l'environnement)
Des criminels dans de nombreuses régions du monde ne sont pas inquiétés pour leur commerce illégal de bois, d'espèces menacées et de déchets dangereux, en grande partie en raison du laxisme avec lequel les lois nationales et internationales relatives à ces crimes environnementaux ainsi qu'à d'autres sont appliquées.

"Le développement durable est le développement qui satisfait les besoins du moment présent sans compromettre la capacité des générations suivantes à les satisfaire." Notre Futur Commun – Rapport de la Commission Mondiale sur l'environnement et le Développement (Rapport Brundtland), 1987.

De Río à Johannesburg

Le sommet mondial du Développement Durable, qui se déroulera à Johannesburg (Afrique du Sud) du 26 août au 4 septembre, réunira les dirigeants mondiaux, activistes et représentants d'entreprise, pour travailler sur un programme qui vise à s'assurer que la planète Terre puisse offrir une vie digne à tous ses habitants, actuellement et dans le futur. Le sommet se tiendra au Sandton Convention Centre, dans la périphérie de Johannesburg. Parallèlement aura lieu un forum non gouvernemental dans un lieu proche appelé Gallagher.

Le sommet mondial Développement Durable a lieu 10 ans après celui de Río. La Conférence sur l'environnement et le développement qui s'est déroulée à Río du 3 au 14 juin 1992 est arrivée trop tard pour empêcher les problèmes qu'elle prétendait résoudre, ignorant le principe de précaution, mais trop tôt pour aboutir à des accords satisfaisants, malgré deux longues années de négociations.

La Conférence de Stockholm de 1972.

Trente ans après Stockholm et dix ans après Río, les problèmes sociaux et environnementaux, loin de trouver des solutions, se sont aggravés. La population dépasse les 6.200 millions d'habitants, le double de 1972, et aujourd'hui 800 millions de personnes vivent dans un état d'extrême pauvreté. Les projections montrent que la population mondiale atteindra les 8000 millions d'habitants en 2025 et 9.300 millions en 2050, pour se stabiliser à 12.000 millions de personnes à la fin XXIème siècle.

15% de la population mondiale vit dans des pays de forts revenus et représente 56% de la consommation mondiale, alors que les 40 % les plus pauvres de la population mondiale, qui vit dans les pays en développement, en consomme seulement 11 %. La moyenne des dépenses de consommation d'une famille africaine s'est réduite de 20 % en comparaison avec 25 années auparavant.

Le taux de pauvreté général des pays en développement, défini par rapport à la limite de 1 dollar de revenu journalier, a diminué de 29% en 1990 à 23% en 1998. Le nombre total de personnes qui vivent en dessous du seuil de pauvreté a seulement diminué d'environ 1.300 millions à 1.200 millions. Il y a 815 millions de personnes dans un état de malnutrition dans le monde, et 77 millions d'entre elles vivent dans des pays en développement. Les chiffres se réduisent en Asie, mais augmentent en Afrique.

Chaque année, 14,6 millions d'hectares de bois sont perdus et des milliers d'espèces, réduisant et érodant irréversiblement la diversité biologique. La couche d'ozone, malgré le Protocole de Montréal, ne sera pas récupérable avant le milieu du XXIème siècle. Le dioxyde de carbone présent dans l'atmosphère (370 parts par million) a augmenté de 32% par rapport au XIXème siècle, atteignant les plus grandes concentrations de ces 20 derniers millions d'années, et aujourd'hui nous ajoutons chaque année à l'atmosphère plus de 23.000 millions de tonnes de CO_2, accélérant le changement climatique. Il est prévu que les émissions de dioxyde de carbone augmentent de 75 % entre 1997 et 2020. Chaque année nous émettons près de 100 millions de tonnes de dioxyde de soufre, 70 millions d'oxyde d'azote, 200 millions de monoxyde de carbone et 60 millions de tonnes de particules en suspension, aggravant les problèmes causés par les pluies acides, l'ozone troposphérique et la pollution de l'atmosphère locale.

L'accident de Tchernobyl, la prolifération du nucléaire et l'accumulation de résidus radioactifs, sont des exemples des risques liés à l'énergie nucléaire. Le conflit potentiel entre les puissances nucléaires, comme par exemple entre l'Inde et le Pakistan au Cachemire, ou celui du Proche-Orient, où Israël possède près de 100 bombes atomiques, sont des exemples que la menace nucléaire n'a pas encore disparu.

(Suite page 10)

 (Suite de la page 9)

La consommation mondiale d'énergie dépasse les 9000 millions de tonnes équivalent pétrole, et plus de 680 millions de véhicules, la majorité dans les pays du Nord, circulent par des infrastructure coûteuses. Dans le même temps, près de 2 millions de personnes manquent d'électricité.

La pêche excessive, l'agriculture intensive, la consommation de bois de chauffage, l'utilisation d'insecticides et d'engrais, la pollution, la production de déchets et l'accroissement des surfaces urbaines détruisent le ressources à un rythme jamais connu auparavant. Les cultures transgéniques, inexistantes en 1992, dépassent aujourd'hui les 45 millions d'hectares et ont fait surgir de nouvelles menaces, comme la nanotechnologie et l'ingénierie génétique appliquée aux êtres humains.

Le conflit Est-Ouest a disparu, mais les dépenses militaires ont à peine diminué, et ont même augmenté après les attentats du 11 septembre, avec une unique superpuissance, les Etats-Unis, pendant que de nombreux conflits se sont installés et surtout que les différences entre le Nord et le Sud se sont creusées, de même que les inégalités à l'intérieur même de chaque pays.

Le Nord consommateur et développé ne veut pas assumer les responsabilités de la destruction de l'environnement et de l'exploitation des peuples du Sud, se refusant à toute concession substantielle (dette exterieure, transfert de technologie, commerce international, aide au développement, réduction des émissions de CO2) , et à changer son insoutenable mode de vie.

Pour les élites qui gouvernent le Sud, il n'est pas non plus intéressant d'y changer quoique ce soit. Elles sont le Nord du Sud, et ne sont pas disposées à redistribuer plus équitablement ni les richesses ni les terres, ni à démocratiser leurs pays, ni à respecter les droits humains, ni à en finir avec la corruption, ni à freiner la destruction de leurs écosystèmes. A Johannesburg, les élites du Sud tendent à pratiquer un nationalisme démagogique, pour maquiller leur voracité et leur exploitation de leur propre peuple et de leur écosystème, et, au fond, elles se réjouiraient autant que George W. Bush de l'échec du sommet de Johannesburg.

A Río, la « Carte de la Terre » s'est réduite à un prologue allégé et sans valeur normative. Les fonds pour implanter l'Agenda 21 sont rachitiques, et pour couronner le tout, la Banque Mondiale est l'organisme chargé de sa gestion. Le sommet de Monterrey n'a pas réussi à augmenter l'Aide Officielle au développement jusqu'à 0,7% du PIB des pays industrialisés.

Mais le fait le plus significatif depuis le sommet de Río est la création de l'Organisation mondiale du Commerce et l'accélération de la globalisation économique, par l'élimination des obstacles au commerce mondial de marchandises et services, sans aucune considération pour la dégradation de l'environnement, les récentes inégalités et la destruction d'emplois dans les économies du Tiers Monde. La conférence sur les changements climatiques en 1992, n'a envisagé, du fait de la pression du gouvernement américain, aucun engagement ferme pour stabiliser les émissions de gaz qui causent l'effet de serre, et les mêmes déconvenues affectent la conférence sur la Diversité Génétique.

Il faut cependant signaler quelques pas positifs, comme le Protocole de Kyoto de 1997 (qui devrait être ratifier et entrer en vigueur à Johannesburg, si les Etats-Unis et ses alliés ne l'empêchent pas), le Protocole de Biosécurité (qui devrait aussi être ratifié, contre l'opposition des Etats-Unis), la création de la Commission pour le Développement Durable, la signature d'une convention sur la Désertification et l'organisation croissante de la société civile autour d'ONG et de mouvements sociaux. L'essor des énergies éolienne et solaire est un autre indicateur qu'un autre avenir énergétique est possible, sans nucléaire ni combustibles fossiles.

Le monde, la biosphère dans laquelle nous vivons, ne peut pas supporter encore très longtemps l'actuel modèle de développement insoutenable, avec les terrible inégalités sociales et la dégradation de l'environnement. Río a t-il servi à quelque chose ? Au risque de pêcher par optimisme, il convient d'affirmer que Río a supposé une avancée dans la conscience collective. Johannesburg, indépendamment de ses résultats concrets, aura des effets similaires..

Le Sommet du Développement Durable de Johannesburg.

Un des objectifs du Sommet de Johannesburg est la ratification de plusieurs traités internationaux : Protocole de Kyoto, Protocole de Carthagène sur la Biosécurité, le Traité International sur les Ressources génétiques de Plantes pour l'Alimentation et l'Agriculture, la convention de Stockholm sur les Polluants Organiques et persistants (COP), la convention de Rotterdam sur le consentement préalable informé avant l'exportation de certains produits chimiques dangereux et insecticides, l'accord de

(Suite page 11)

2. Le "Développement Durable" et la Pantomime Public-Privé (Par Corporate Europe Observatory)
À l'approche du Sommet Mondial sur le Développement Durable (SMDD), les conflits s'amplifient entre le Nord et le Sud, la société civile et les industries. Les gouvernements du Nord s'évertuent à défendre, comme faisant partie du "développement durable", la mondialisation prônée par les grandes entreprises, y compris la libéralisation du marché et la privatisation des services publics.

3. Un Sommet mal parti (Par Gérard Surdez)
Au Sommet de la Terre à Rio en 1992, (voir ci-dessous "les Conventions de Rio de 1992") quelques 170 pays s'étaient engagés à agir pour lutter conjointement pour "la protection de l'environnement" et "l'élimination de la pauvreté". On en est encore très éloigné.

4. De Río à Johannesburg (Par ECHLA)
Chaque année, 14,6 millions d'hectares de bois sont perdus et des milliers d'espèces, réduisant et érodant irréversiblement la diversité biologique. La couche d'ozone, malgré le Protocole de Montréal, ne sera pas récupérable avant le milieu du XXIème siècle. Le dioxyde de carbone présent dans l'atmosphère (370 parts par million) a augmenté de 32% par rapport au XIXème siècle, atteignant les plus grandes concentrations de ces 20 derniers millions d'années, et aujourd'hui nous ajoutons chaque année à l'atmosphère plus de 23.000 millions de tonnes de CO2, accélérant le changement climatique.

COURRIEL D'INFORMATION

n°357 du 27/08/2002

SCANDALES ET RÉPRESSION

1. Les enquêteurs américains ont raté la pègre russe lors du scandale de la Bank of New York (Par Lucy Komisar et Ivan Feranec)
Une opiniâtre enquête européenne sur la criminalité internationale a révélé que des dirigeants présumés de la mafia russe opéraient aux États-Unis. Lucy Komisar et Ivan Feranec, collaborateurs de PNS (Pacific News Service), rapportent qu'il y a trois ans le Ministère américain de la Justice n'a pas été à la hauteur au moment du scandale de la Bank of New York, scandale qui maintenant menace d'exploser.

2. Un syndicaliste russe arrêté juste avant la venue de Poutine en Sibérie (Carine Clément)
Le pouvoir garde les bonnes habitudes de l'époque tsariste. Lorsque le chef d'Etat arrive dans une région, il faut faire place nette et neutraliser les voix protestataires.

3. France. L'action des mouvements sociaux ne doit pas être criminalisée (Par ATTAC France)
La condamnation par le tribunal correctionnel de Strasbourg d'Ahmed Meguini à 8 mois d'emprisonnement, dont trois mois fermes, pour violences commises sur un policier lors d'une manifestation, constitue un déni de justice.

4. Algérie. Non à la misère ! (Par Adel Abderreza et Chouicha Kaddour)
L'Algérie n'échappe pas à ce processus. Depuis la fin des années 80, elle subit les programmes draconiens imposés par le FMI et la Banque Mondiale. Après l'intifah rampant de l'ère Chadli, les gouvernements de Hamrouche, de Reda Malek et d'Ouyahia ont mis en œuvre des politiques d'ajustements structurels qui ont enterré un secteur industriel public en crise, qui ont poussé au délabrement des services publics (santé, éducation, protection sociale,...) et réduit au chômage et à la pauvreté plus de 15 millions de citoyens algériens.

5. La privatisation : une mesure Made in Pérou ? (Par Raúl Luna Rodriguez)
Un tiers de la population péruvienne s'est exprimée ouvertement contre les privatisations. Les manifestations de protestation et de rejet se sont développées dans tout le sud et plus récemment dans les régions de Junín et Huancavelica, Piura, Talara. Les sondages montre un rejet populaire de 70 %.

6. Dis-nous quelque chose de gauche ! (Par Philippe Marlière)
Dans une scène d'Aprile de Nanni Moretti, le cinéaste regarde un débat télévisé qui oppose Massimo d'Alema, alors leader des Democratici di Sinistra (ex-PCI) et Silvio Berlusconi. Reconvertie en l'espace de dix ans en néo-crapule blairiste, l'ex-crapule stalinienne balbutie quelques propos incompréhensibles et répond mollement au représentant de la droite dure. Il Cavaliere est rayonnant, savourant déjà la mise à mort de cet adversaire de parodie.

COURRIEL D'INFORMATION

n°358 du 30/08/2002

SPÉCIAL JO'BURG 2

Spécial Jo'burg 1 Vous retrouverez le premier numéro spécial dans le Grain de sable 356 : Des juges de haut niveau pour renforcer la mise en application de la loi sur l'environnement (Par Service d'information sur l'environnement) - Le "Développement Durable" et la Pantomime Public-Privé (Par Corporate Europe Observatory) - Un Sommet mal parti (Par Gérard Surdez) - De Río à Johannesburg (Par ECHLA)

1. Sommet de la Terre ou Salon commercial? (Par Friends of the Earth)
Ce document officieux d'accord bilatéral sur « la Globalisation, les Échanges et la Finance » entre les EU et l'UE appelle les pays à suivre intégralement le programme de Doha de l'OMC sur la libéralisation des échanges, mais ne propose que des mécanismes volontaires à propos de la protection de l'environnement.

2. S.O.S. (Par Eduardo Galeano)
Les forêts sont dévastées, la terre se désertifie, les cours d'eau sont pollués, les calottes glaciaires des pôles et les neiges que l'on croyait éternelles fondent allègrement. Dans beaucoup d'endroits il ne pleut plus et dans beaucoup d'autres des déluges s'abattent sans crier gare. Le climat mondial devient fou.

3. Pas de développement durable sans redistribution des terres (Par Bérangère Cagnat)
Pour Paul Nicholson de l'organisation Via Campesina, venue pour l'occasion et pour la première fois prêter main forte au jeune mouvement des sans-terre sud-africains, le constat est clair : "Ce sommet sur le développement durable est d'ores et déjà un échec". D'ailleurs, estime t-il, "Il serait plus juste de parler de Doha + 10 que de Rio + 10, c'est un sommet de plus qui ne fera qu'entériner le règne du libre-echange."

4. Le $ommet mondial du développement durable (Par Agnès Sinaï)
En revanche, le débridage du commerce, de la libéralisation des échanges, l'ouverture des marchés et l'accroissement sans fin de la productivité sont présentés comme les instruments majeurs de la mise en oeuvre du développement durable.

5. Pour les syndicats, trois piliers pour un développement durable (Par Lucien Royer)
Même si le Fonds Mondial pour l'Environnement peut conserver en première approche sa polarisation environnementale, dans la pratique ses programmes doivent être définis de telle façon qu'ils aillent de pair avec le but de couvrir les questions de la pauvreté, de l'exclusion sociale et de l'emploi des femmes, des jeunes et des groupes en difficulté.

6. A l'ombre de Doha (Par Gérard Surdez)
"Le Sommet de Johannesburg fournira une scène médiatique mondialisée à un grand nombre d'éléments parmi les plus irresponsables et les plus négatifs engagés dans la critique de matières économiques et environnementales internationales. Votre présence ne servirait qu'à populariser et rendre plus crédibles les divers programmes anti-occidentaux, anti-mondialistes, dirigés contre la liberté et contre les individus" ExxonMobil félicitant Georges Bush, Président des Etats-Unis, après qu'il a décidé de ne pas aller à Johannesburg.



(Suite de la page 10)

L'ONU sur les ressources de pêche qui inclus plusieurs plans de la FAO, la convention de Basilea sur le transport des résidus toxiques et la convention européenne de Aarhus sur l'accès à l'information, qui devrait se globaliser. Kofi Annan, Secrétaire général des Nations Unies, a résumé les progrès qu'il éspérait voir à Johannesburg en 5 domaines:

1. Eau et assainissement : mettre de l'eau potable à disposition d'au moins 1 000 millions de personnes qui manquent d'eau potable et installer l'assainissement adapté à 2.000 millions de personnes. L'eau contaminée, l'assainissement inadapté et le manque d'hygiène causent plus de 80 % de toutes les maladies dans les pays en développement. Le paludisme à lui seul provoque plus de un million de morts par an. Pour l'année 2025, les deux tiers de la population mondiale pourraient vivre dans des zones soumises à un manque d'eau de façon modérée à aigue.

2. Energie : Donner l'accès à l'énergie à 2000 personnes qui manquent de services modernes d'énergie; promouvoir les sources d'énergie renouvelables, réduire la consommation excessive et ratifier le protocole de Kyoto pour aborder la question du changement climatique. La population des pays industrialisés consomme 10 fois plus d'énergie par habitant que la population des régions en développement.

3. Santé : aborder les effets des matériaux toxiques et dangereux ; réduire la pollution de l'air, qui tue trois millions de personnes par an, et les incidences du paludisme associées à l'eau contaminée et au manque d'assainissement.

4. Productivité agricole : travailler pour diminuer la dégradation des terres, freiner l'érosion et la désertification, qui affecte approximativement les deux tiers des terres agricoles du monde.

5. Diversité biologique et écosystème : inverser les processus qui ont détruit approximativement la moitié des forêts tropicales humides et des mangroves de la Terre, menacent 70 % des récifs coralliens et sont en train de décimer les pêches. Plus de 11 000 espèces sont menacées d'extinction, plus de 800 se sont déjà éteintes et 5000 autres pourraient disparaître, si des mesures adaptées ne sont pas prises.

Parmi les objectifs du Sommet apparaissent les suivants :

- Aboutir à ce que la mondialisation facilite le développement durable
- Eradiquer la pauvreté et augmenter les moyens de vie des zones rurales et urbaines;
- Modifier les modèles insoutenables de production et de consommation, incluant la multiplication par quatre de l'éfficience énergétique dans les 20 à 30 prochaines années ;
- Promouvoir la santé, grâce à l'accès sûr et économiquement accessible à l'eau potable, la réduction du plomb dans l'essence, et la meilleure qualité de l'air dans les locaux fermés,
- Procurer l'accès à l'énergie et améliorer l'efficience énergétique par la création et l'utilisation de technologie qui développent les sources d'énergie renouvelable et de haute l'efficience énergétique, et modifier les modèles insoutenables de consommation de l'énergie
- Ordonner de façon durable les écosystèmes et la diversité biologique par l'amélioration des indicateurs et des systèmes de gestion, en faisant face au problème de la pêche excessive, des pratiques non durables en matière de sylviculture et de pollution marine.
- Améliorer la gestion des fournitures d'eau et la distribution des ressources hydriques pour la rendre plus équitable.
- Procurer des ressources financières et des technologies économiquement durables.
- Appuyer le développement durable en Afrique à travers des programmes nouveaux et larges qui permettent de créer des institutions et des systèmes qui puissent aborder des questions relatives à la faim, à la santé et à l'environnement, ainsi que la gestion des ressources;
- Renforcer le système d'administration internationale dans l'optique du développement durable.

Protocole de Carthagène sur la biosécurité

Après cinq ans de difficiles négociations on est arrivé à Montréal à l'approbation d'un protocole de biosécurité qui est le premier traité international qui reconnaisse que les organismes manipulés génétiquement constituent une catégorie d'organismes qui nécessite son propre cadre juridique. Cet accord international permettra aux pays importateurs d'aliments transgéniques de réguler leur entrée en accord avec le prin-

(Suite page 12)

 (Suite de la page 11)

- cipe de précaution, ce qui suppose une avance notable, bien que d'autres aspects ne soient pas satisfaisants et peuvent entrer en contradiction avec l'organisation mondiale du commerce, érigée en promoteur de la libre circulation de tous types de produits, y compris les plus dommageables pour l'environnement et la santé.

Le 29 janvier 2000, malgré la puissante opposition des pays exportateurs de transgénique, comme les Etats-Unis et le Canada, 130 pays se sont accordés sur ce qu'on appelle le protocole de Biosécurité, qui leur donne le droit, sur la base de l'application de ce qu'on appelle le principe de précaution, de refuser les importations de transgénique. L'Union Européenne donna son accord en juin 2002 pour la ratification du protocole de Carthagène sur la biosécurité de la conférence sur la diversité biologique, approuvée en janvier 2000 à Montréal (Canada).

Le Protocole se réfère exclusivement aux organismes transgéniques vivants, laissant de côté tous les produits dérivés comme les farines, par exemple, bien que ses matières premières proviennent d'organismes génétiquement modifiés. Mais malgré ses limitations, c'est un pas en avant et il faudra faire tous les efforts nécessaires à la ratification à Johannesburg.

Protocole de Kyoto

Le Protocole de Kyoto de décembre 19997 s'est conclu sur l'adoption d'un accord de réduction des émissions de gaz à effet de serre par les 39 pays industrialisés y compris ceux de l'ex-URSS. Le compromis, qui se trouve dans une période difficile de négociations et de ratification à travers le refus du président Bush, secondé par l'Australie et le Canada, de le ratifier, oblige à la limiter les émissions d'un ensemble de six gaz, (CO2, CH4, N2O, composés de perfluocarbones (PFC), composés d'hydrofluorocarbone (HFC), et d'hexafluorure de souffre, par rapport à l'année de référence 1990 pour les 3 premiers gaz et 1995 pour les 3 autres, durant la période 2008-2012, dans des proportions différentes selon les pays : réduction de 8% pour l'ensemble Union Européenne, de 7% pour les EU et de 6% pour le Japon. L'Ukraine, la Fédération Russe et la Nouvelle –Zélande s'engagent à maintenir leurs émissions de 1990. Au total, la réduction globale accordée est de 5,2% pour les pays industrialisés.

« Etant donné l'opposition de Bush à la ratification, celle-ci n'est nullement assurée...»

Il est probable que le protocole soit approuvé au Sommet de Johannesburg en Afrique du Sud, et l'opinion publique doit faire tout ce qui est nécessaire pour qu'il en soit ainsi. La première étape n'oblige pas les pays en développement étant donné ses émissions actuellement réduites par habitant, et surtout ses émissions historiquement accumulées. Les pays industrialisés, avec 20% de la population mondiale, sont responsables de plus de 60% des émissions actuelles, et pratiquement de la totalité des émissions historiques. Malgré tous ces faits indiscutables, les EU conditionnent la ratification du protocole à un engagement de la part de la Chine (le deuxième émetteur mondial) et d'autres pays en développement, contredisant ce qu'on appelle l'accord de Berlin, obtenu lors de la COP1 en 1995.

Le Protocole de Kyoto a été signé par la majorité des parties, bien que l'Union européenne et le Japon aient été les seuls grands pays industrialisés affectés à l'avoir ratifié, et selon la majorité des scientifiques de l'PCC c'est un pas totalement insuffisant pour éviter le changement climatique même dans le cas d'une stricte application. Mais même cet engagement minimum se voit menacé par l'opposition du gouvernement des EU ainsi que les « détails » de l'application : le développement de quelques instruments du protocole, à travers l'accord atteint à la conférence des parties à Marrakech en 2001 tout comme le mécanisme du développement propre (CDM), de coopération des pays industrialisés avec les pays en développement (art. 12 du protocole), l'assainissement, (art. 3.3, 3.4, et 3,7) l'échange d'émissions, les initiatives d'application conjointe (Joint Implementacion, JI et AIJ) entre les pays industrialisés (art. 17) et les possibles sanctions pour non-application des engagements pris.



L'Union Européenne, qui a en général les positions les plus avancées parmi les pays de l'Annexe I, l'a ratifié pendant la présidence Espagnole grâce à la pression de l'opinion publique européenne et des partis Verts,. En ce qui concerne les pays en développement, ceux-ci refusent toute mesure qui puisse empêcher leur développement, et sont préoccupés par les répercutions dans leurs pays. Dans quelques cas, ils essayent d'obtenir des sources supplémentaires de capitaux à travers le mécanisme du développement propre. Les Etats-Unis sont les grands responsables du changement climatique , 6% de la population mondiale émet 24% du CO2 mondial (plus de 20 tonnes par habitant et par an). Les émissions de gaz à effet de serre aux Etats-Unis ont augmenté de 21,8% entre 1990 et 1998. Le Protocole de Kyoto oblige les Etats-Unis à réduire ses émissions de seulement 7%.

Les gouvernants des EU ne veulent pas réduire les missions domestiques et prétendent par toutes sortes de ruses (refus de la ratification du protocole, assainissement, mécanismes de flexibilité) continuer leur insoutenable mode de vie consumériste et gaspilleur, même s'il en coûte d'affecter de façon irréversible le climat de la planète et surtout les populations les plus pauvres du tiers-monde.

Pour que le protocole de Kyoto entre en vigueur il doit être ratifié par un nombre suffisant de pays développés qui, ensemble, soient responsables de 55% des émissions. Etant donné la position de l'administration républicaine de Bush aux EU, et son opposition à la ratification, celle-ci n'est nullement assurée. Les EU, avec 36,1% des émissions des pays de l'Annexe 1, ont en pratique un quasi pouvoir de veto plus encore quand il compte avec la complicité d'autres pays, comme l'Australie et le Canada.

Contact pour cet article echla@attac.org

(*) coorditrad@attac.org est l'adresse de secrétariat international des bénévoles qui coordonnent une équipe de 700 traducteurs répartie sur toute la planète. Vous aussi vous pouvez participer. Il suffit de les contacter en précisant votre (ou vos) langue maternelle et les langues depuis lesquelles vous pouvez traduire. Le travail de traduction est basé sur le volontariat et ne vous engage pas à répondre à toutes les demandes tout le temps. Vous travaillez à votre rythme et en fonction de vos intérêts.